

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-
Sèvres

Niort, le 05 mars 2025

ZI de Saint-Ligaire

4 Rue Alfred Nobel

79000 NIORT

ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

publié sur 

SPECIALTY OPERATIONS FRANCE

1 route de Limoges

79500 Melle

Références : 0007201348/2024/72

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE implanté 1 route de Limoges 79500 Melle.

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE au regard des rubriques ICPE autorisées dont elle dispose et notamment les rubriques N°2750 et N°3410, est soumise aux dispositions de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- 1 route de Limoges 79500 Melle
- Code AIOT : 0007201348 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

La société Specialty Operations France exploite sur la plateforme chimique de Melle, une usine de spécialités chimiques qui consiste en la fabrication de polymères de spécialités et intermédiaires, destinés à l'amélioration des procédés industriels et à la formation de produits de soin de la personne, d'arômes et parfums.

L'exploitant est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° A6441 du 20 février 2023.

Contexte de l'inspection : Actions nationales 2024 | Risques chroniques

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	
3	Prélèvements et analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE après recherche sur les vingt dernières années d'exploitation, indique ne pas utiliser ni avoir utilisé des PFAS dans ses fabrications. Il n'y a pas non plus de plateforme d'exercice incendie sur le site qui dispose toutefois d'émulseurs.

Les campagnes de recherches ont été conduites conformément à l'arrêté ministériel.

Les rejets industriels ne présentent pas de traces de PFAS. En revanche les rejets d'eaux pluviales et les captages d'alimentation du site montre une contamination en PFAS. Il est demandé à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE de procéder à :

- une correction GIDAF qui par erreur majore les flux calculés de PFAS,
- des investigations sur les ouvrages hydrauliques amont et aval du site, mais aussi sur le réseau eaux pluviales de la plateforme afin d'identifier les origines des concentrations PFAS mesurées dans le rejet Eaux Pluviales,
- un éventuel curage du réseau eaux pluviales s'il est contaminé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024 Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Il nous a été indiqué par les représentants de la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE qu'une recherche d'utilisation de produits contenant des PFAS a été réalisée sur les 20 dernières années d'exploitation (à noter que l'usine se situe sur un complexe industriel dont l'exploitation est antérieure à 1900).

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE n'a pas utilisée de PFAS durant les 20 dernières années et n'a pas connaissance d'utilisation antérieure au regard des produits fabriqués par le passé.

Il nous est indiqué toutefois que certains joints et revêtements de protection étaient susceptibles de contenir des PFAS.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024 Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE a fait réaliser une série de 3 campagnes d'analyses par le laboratoire IANESCO. Les prélèvements réalisés lors de ces campagnes ont visé les exutoires suivants :

- rejet STEP vers la rivière
- eaux pluviales vers étang 2

Les prélèvements réalisés lors de ces campagnes ont également visé les points d'approvisionnements suivants :

- eau de forage de Marcillé
- eau de forage de Foucombert et La Grézolle (après mélange)

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE indique ne pas disposer de plateforme d'exercice incendie dédiée au sein de son établissement.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Prélèvements et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024 Prélèvements

Prescription contrôlée :

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2) de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3) de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1) de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3) de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1) de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2) et au 3) de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.

Constats :

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE indique que les prélèvements ont été réalisés durant des périodes de production représentatives de l'activité habituelle.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II

Thème(s) : Actions nationales 2024 Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants (voir tableau) Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE au regard des rubriques N°2750 et N°3410 a fait réaliser dans le délai de 6 mois après publication une série de 3 campagnes d'analyses par le laboratoire IANESCO en décembre 2023, janvier et février 2024.

Les prélèvements réalisés lors de ces campagnes ont visé les exutoires suivants :

- rejet STEP vers la rivière
- Eaux pluviales vers étang 2

Les prélèvements réalisés lors de ces campagnes ont également visé les points d'approvisionnements suivants :

- eau de forage de Marcillé
- eau de forage de Foucombert et La Grézolle (après mélange)

L'examen des résultats des analyses réalisées sur ces 4 points appelle les remarques suivantes :

- Des traces de PFAS sont retrouvées sur chacune des 3 analyses de l'alimentation en eau de l'établissement via le captage Foucombert et La Grézolle :
 - Acide perfluorobutanesulfonique (PFBS) : 0,00XX µg/l
 - Acide perfluorohexanesulfonique: (PFHxS) : 0,00YY µg/l
 - Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) : 0,00ZZ µg/l
- Des traces de PFAS sont retrouvées uniquement sur l'analyse de janvier 2024 (nd sur les 2 autres), de l'alimentation en eau de l'établissement via le captage de Marcillé
 - Acide perfluorobutanoïque (PFBA) : 0,0012 µg/l
 - Acide perfluorobutanesulfonique (PFBS) : 0,0022 µg/l
 - Acide perfluorohexanesulfonique: (PFHxS) : 0,019 µg/l
 - Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) : 0,0022 µg/l
 - Acide perfluoropentanoïque (PFPeA) : 0,0018 µg/l
 - Acide perfluoropentanesulfonique (PFPeS) : 0,0024 µg/l
- Pour ce qui concerne le rejet de la STEP (station de traitement des effluents industriels) vers la rivière : pour les 3 campagnes d'analyses, tous les résultats sont inférieurs aux seuils de

détection.

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE indique avoir complété ces analyses en amont de la filtration charbon présente sur la station sans que des PFAS ne soient mesurés.

=> ces résultats sont cohérents avec les recherches pratiquées par la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE sur l'utilisation de PFAS au sein de ses fabrications : absence d'utilisation et absence de rejets via les eaux industrielles.

- Pour ce qui concerne le rejet des eaux pluviales vers l'étang 2, des traces de PFAS sont retrouvées sur chacune des 3 analyses à des taux significatifs :

-décembre 2023

Acide perfluorohexanesulfonique: (PFHxS) : 0,64µg/l

Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) : 2µg/l

-janvier 2024

Acide Perfluorohexanoïque (PFHxA) : 0,1µg/l

Acide perfluorohexanesulfonique: (PFHxS) : 0,65µg/l

Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) : 1,4µg/l

-février 2024

Acide perfluorohexanesulfonique: (PFHxS) : 0,28µg/l

Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) : 0,78µg/l

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE n'arrive pas à ce jour à expliquer la présence de ces PFAS dans son réseau d'eaux pluviales.

Par ailleurs, il a été constaté une erreur de saisie dans GIDAF : les flux rejetés calculés l'ont été en multipliant ces concentrations par les débits d'eaux industriels provenant de la STEP et non par le débit Eaux pluvial qui est séparatif.

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE indique qu'en 2023 le débit annuel eaux pluviales était de 173 743 m3/an. Ce débit est nettement plus faible que le débit Eaux Industrielles.

=> La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE doit réviser les déclarations GIDAF en conséquence, ce qui diminuera le flux rejeté calculé de PFAS et le rendra plus proche de la réalité.

Toutefois, même après mise à jour du flux calculé, il convient de chercher à identifier la cause de ces flux de PFAS.

Lors de la visite il a été constaté que le stock d'émulseur était situé dans un hangar à l'abri de la pluie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE doit procéder dans le délai de 2 mois à des investigations visant à identifier l'origine de ces rejets en :

- procédant à des investigations ciblées au sein du réseau eaux pluviales de la plateforme de façon à identifier un éventuel point de contamination ou une zone de collecte des eaux particulière (exercice incendie avec émulseurs sur un atelier...) .

- identifiant les ouvrages hydrauliques situés en amont de ses installations (piézomètres sur la plateforme, ouvrage de type puits, piézomètres.. en amont hydraulique) ainsi que des ouvrages hydrauliques situés en aval de la plateforme de façon à appréhender une éventuelle contamination de la nappe qui pourrait concourir à dégrader les rejets d'eaux pluviales.

Selon l'exploitant dans cette zone le réseau eaux pluviales est alimenté toute l'année même s'il n'y a pas de précipitations : il conviendra de justifier que ce réseau n'est pas alimenté par des fuites d'eaux industrielles mais uniquement par des écoulements de type remontée de nappe...

Pour ces différentes campagnes d'investigations, les molécules recherchées seront celles prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Si après investigations, il est identifié des parties du réseau d'eaux pluviales de la plateforme qui sont contaminées en PFAS, alors la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE procédera dans le délai de 4 mois à un curage des ouvrages concernés.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois